

AMR MOUSSA

Secrétaire général de la Ligue des États arabes

Je suis ici pour assister à deux rencontres, celle-ci et une deuxième intitulée « Forum for the Future ». Je suis honoré de participer au World Policy Forum. Nous savons tous combien le monde est complexe et combien les relations internationales le sont également, tout particulièrement à ce niveau. Originaire du monde arabe, je pense qu'il s'agit là d'une occasion de discuter de la situation qui règne dans cette région agitée. Les questions sur lesquelles vous avez débattues ont pour objet la rationalisation du travail du Conseil de Sécurité et la façon dont les relations internationales sont entretenues et menées. Aucune autre région n'a autant besoin de l'aide d'un système rationnel et d'un Conseil de Sécurité plus puissant que le Moyen-Orient.

Cette partie du monde connaît une nouvelle période d'inquiétude, de frustration et de troubles, mais nous continuons d'entretenir l'espoir, notamment pour parvenir aux résultats que nous nous sommes fixés. L'un de nos objectifs est de parvenir à une paix juste sur la question palestinienne et à la fin du conflit israélo-arabe. Nous nous sommes engagés à ce résultat. Le second objectif doit être d'offrir à la région stabilité, sécurité et prospérité.

Toutefois, l'ordre du jour de notre réunion comporte plusieurs questions. Outre le conflit israélo-arabe, nous devons parler de la situation très tendue dans plusieurs parties de la région, au Yémen notamment, le dernier pays en date à faire face à un problème majeur, sans parler du Soudan et de la Somalie ou bien du Liban qui ne parvient pas à former de gouvernement. L'Iraq continue de souffrir d'une situation fragile. Il y a également la question du nucléaire et la menace d'un nouvel embrasement dans la région.

Vous remarquerez que l'Iran et la Turquie jouent un rôle de plus en plus important dans la région. Nous nous félicitons du retour de la Turquie au Moyen-Orient, car dans le monde arabe nous considérons la Turquie comme un partenaire à part entière et un pays sur lequel il faut compter. Nous suivons donc sa politique avec grand intérêt. La Turquie se présente elle-même comme une éminence grise, un pays qui aurait tout à gagner de la paix et de la stabilité dans la région, et tout à perdre si nous ne pouvons y imposer la sécurité. La Turquie d'aujourd'hui et d'hier rappelle beaucoup de choses aux yeux de tous, faisant le parallèle entre l'Empire ottoman et certains groupes religieux, et entre Atatürk et certaines tendances libérales du monde arabe.

De l'autre côté, on trouve l'Iran. Ce pays fait partie de la famille des nations du Moyen-Orient et compte bien y rester. Il n'est pas arrivé là suite à une invasion terrestre ou maritime. Il fait partie intégrante du Moyen-Orient et nous devons parvenir à un consensus général sur la question de l'avenir de cette région. Les politiques de l'Iran sont différentes de celle de la Turquie. Cette dernière sait s'y prendre en matière de politique, tandis que l'Iran rencontre des difficultés liées à son programme nucléaire et d'autres politiques qui ont affecté ses relations avec ses voisins. Nous



nous réjouissons de la reprise des négociations entre l'Iran et les pays de l'E6, mais également du progrès qui semble avoir été fait depuis le 1^{er} octobre, début des négociations. Nous nous réjouissons également des échanges d'opinions et d'ébauches de projet. Nous entrons ainsi peut-être dans une nouvelle phase des relations entre l'Iran et le reste du monde.

Cependant, nous avons deux remarques à faire. Premièrement, nous devons tous participer aux discussions en matière de sécurité régionale. L'Iran ne peut pas parler au nom de l'ensemble des pays du Moyen-Orient lorsqu'il s'agit de la sécurité de la région, dans la mesure où cette question doit faire l'objet d'une politique consensuelle. Nous devons parvenir à ce consensus pour pouvoir aborder cette question dans un avenir proche. Avec nos collègues iraniens, nous avons conclu qu'il est de notre ressort à tous de débattre de ce problème et d'aborder l'avenir en tenant compte de cette perspective.

Concernant la question du nucléaire, notre position est claire. Le Moyen-Orient n'a pas besoin de programmes nucléaires stratégiques, que ce soit en Iran, en Israël ou dans tout autre pays. Par conséquent, la seule solution est d'établir une zone au Moyen-Orient dépourvue d'armes nucléaires reconnue par tous les pays. Nous ne parvenons toujours pas à comprendre la différence entre un bon programme d'armes nucléaires et un mauvais. La course à l'armement ne cessera jamais dans la région si nous ne faisons rien pour changer la situation. Nous devons donc aborder le problème de manière appropriée, positive, objective et juste. Nous n'avons pas besoin de programme nucléaire militaire dans la région et nous espérons que la prochaine conférence sur le traité de non prolifération qui aura lieu à New-York en mai prochain permettra de réaffirmer la nécessité d'établir une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient.

Il va sans dire que l'usage civil de l'énergie nucléaire est un droit de tous les pays qui ont signé le traité, y compris l'Iran. Nous devons entamer des discussions très approfondies avec nos voisins d'Asie de l'Ouest, d'Afrique du nord, et d'Europe méditerranéenne et du sud, afin d'aborder cette question très sensible. Mais pouvons-nous le faire alors que le conflit israélo-arabe continue ? Je pense que nous devons attendre un réel signe de progrès vers un processus de paix viable. Il ne peut pas s'agir d'un simple processus de paix qui ne nous a menés que vers des voies sans issue. Nous avons besoin d'un processus viable et sûr, selon un cadre bien défini et avec un environnement positif. Cela signifie que nous ne pouvons pas négocier et en même temps modifier les caractéristiques démographiques et géographiques ou le statut juridique des territoires alentour.

Ce dont nous avons besoin c'est d'un processus de paix qui rassemblerait les parties autour d'un programme pouvant faire l'objet de négociations et nous mener à la paix. Nous avons proposé l'Initiative **de Paix** arabe en 2002 en vertu de laquelle nous nous engageons à normaliser les relations avec Israël si Israël s'engage à accepter la création d'un Etat palestinien et à négocier en toute sincérité l'avenir des réfugiés et le statut de Jérusalem. Nous sommes engagés dans cette voie et nous continuerons notre recherche de la paix. À cet égard, je souhaite complimenter la politique américaine, et tout particulièrement le Président Obama, pour leur volonté de parvenir à la paix. Nous réaffirmons notre volonté d'aider la diplomatie américaine à atteindre un objectif que personne ne doit refuser.

Nous ne pouvons pas simplement restés là à ne rien faire et nous satisfaire d'avoir réuni les deux parties. Ces dernières négocient ensemble depuis plusieurs années déjà mais sans résultat. Je crois toujours en la réussite du Président Obama et nous sommes prêts à l'aider, sans toutefois faire de concessions gratuites envers Israël, sauf si les Israéliens suivent notre exemple après chaque pas en avant que nous ferons. L'époque où nous croyions aux promesses est révolue, promesses que nous avons tous entendues maintenant. Toute offre doit être formulée précisément et par écrit. Tout processus de paix doit s'accompagner d'un cadre, d'un agenda, d'un mécanisme de surveillance et de suivi. Tous ces éléments étaient absents des dernières tables de négociations et c'est la raison de leur échec.

Mesdames et Messieurs, la solution au conflit israélo-arabe est une condition *sine qua non* à la résolution d'autres problèmes. Cependant, les questions politiques et sécuritaires ne sont pas les seules priorités de notre programme. La réforme des sociétés arabes est au programme de la Ligue arabe et nous avons mis l'accent sur le fait que nous sommes désormais entrés dans un nouveau siècle qui s'accompagne de nouvelles relations internationales. Le monde arabe doit s'adapter au 21^e siècle. Nous devons avancer en suivant un processus de modernisation et de changement pour parvenir à la démocratie, aux droits de la femme, aux droits de l'homme en général, à l'éducation et aux droits économiques et sociaux.

Nous avons fait un pas dans cette direction, lentement peut-être, mais nous ne sommes pas restés figés. Tout le monde parle d'éducation et comment la moderniser pour améliorer les résultats de notre système éducatif. Les étapes les plus importantes permettant aux sociétés arabes de progresser doivent faire l'objet d'un consensus entre nous tous. Nous savons que des forces tenteront de nous faire reculer et d'autres nous tiendront éloignés du sujet, mais la réforme de l'éducation est tout aussi importante que les questions d'ordre politique et sécuritaire.

La troisième question que je souhaite aborder est le soi-disant choc des civilisations. J'admets qu'il existe un choc des civilisations, mais il s'agit d'un choc entre les extrémistes de toutes les civilisations et non des courants dominants. Il faut cependant mettre fin à ce choc. Nous ne comptons pas que des extrémistes de notre côté. Nous avons entendu et lu beaucoup de choses sur l'autre civilisation et l'autre religion et il est temps que l'Alliance des civilisations prenne le pas sur le choc des civilisations. L'Alliance des Civilisations, comme vous le savez, est l'initiative des premiers ministres espagnol et turc dans laquelle la Ligue arabe est très impliquée.

Mesdames et Messieurs, le conflit israélo-arabe doit prendre fin pour pouvoir assurer la stabilité et la sécurité dans la région. Et pour mettre fin à ce conflit, les décisions doivent être justes. Elles ne peuvent léser un parti. La paix doit être juste et c'est à cette condition qu'Israël pourra rejoindre la famille des nations du Moyen-Orient. Cette intégration ne pourra pas se faire si des territoires arabes continuent d'être occupés, si les Palestiniens continuent de souffrir sous l'occupation, si le peuple de Gaza est attaqué, comme le Professeur Goldstone l'a souligné.

Par conséquent, nous devons aller de l'avant, conformément au droit international. On m'a posé la question suivante l'autre jour : « qu'en est-il des territoires promis par Dieu ? ». Il n'existe qu'une seule façon de gérer ces territoires : le droit international, pas Dieu. Nous sommes prêts à respecter le droit international et nous appelons Israël à faire de même. Il s'agit de la voie la plus sûre vers la paix et vers la fin, que tout le monde espère, d'un très long conflit.

Nous avons organisé un sommet économique en janvier 2009 au Koweït dont nous sommes ressortis avec des idées, des résolutions et des projets. Parmi eux, la création d'un fonds pour aider les petites et moyennes entreprises à hauteur de 2 milliards de dollars, que nous sommes sur le point de lancer. La seconde résolution est de relier le monde arabe par des projets déjà lancés grâce à un réseau routier et ferroviaire. Le troisième projet est de s'asseoir à la même table pour discuter des programmes scolaires du primaire et du secondaire. La Ligue arabe s'attèle à tous ces projets en ce moment même. Nous devons donc trouver une solution pour parvenir à la paix mais également à la reconstruction des sociétés en vue d'avancer et de se rassembler et de devenir un membre important du nouveau système international.